

## FRALIB : L'ÉLÉPHANT MARCHE VERS LA REPRISE

**ralib.** Les salariés signent une convention de partenariat avec une holding aixoise pour le redémarrage de leur activité. Un accord qui respecte la « philosophie » de leur projet alternatif.

### « La preuve que la solution existe »

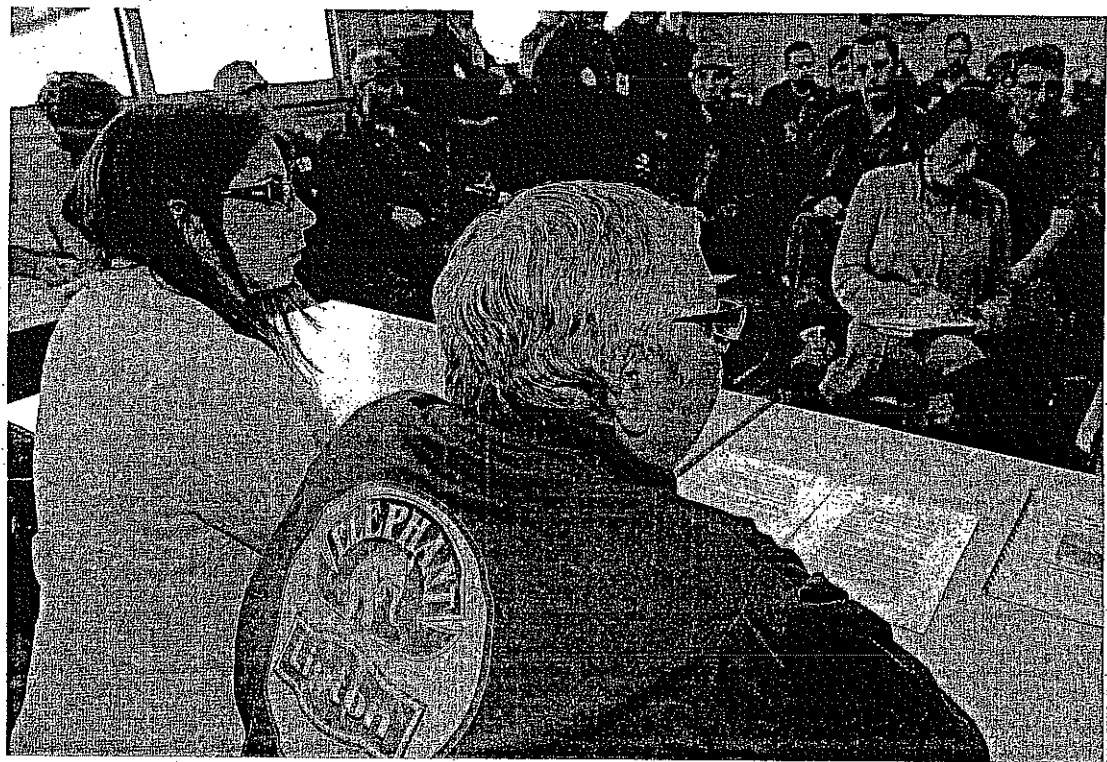
Une étape de plus a été franchie le 5 mars dernier pour le redémarrage de l'usine de thé et d'infusions de Gémenos, condamnée à la fermeture en septembre 2010 par Unilever : la signature d'une convention de partenariat entre le collectif de salariés (CGT, CFE-CGC et Comité d'établissement) avec MFB Lario, holding de prise de participation, dirigée par Bernard Ruspini, et basée à Aix-en-Provence. Une société qui, comme le mentionne l'article 3 de cette convention, « a proposé un plan de relance convergent aux propositions avancées par le comité d'entreprise » dans sa solution alternative.

Pour les salariés de Fralib, la signature de ce texte s'inscrit en effet en droite ligne de leur plan de reprise de la production du site, tel qu'élaboré avec l'aide des conseils du cabinet d'expertise comptable Progexia et dont le but est de « créer une entreprise respectueuse du développement industriel et agricole, de l'emploi qualifié et de coopérations mutuellement avantageuses avec l'agriculture régionale et des pays en développement ».

Quelle que soit la construction juridique choisie, Scop ou SCIC (société coopérative d'intérêt collectif), la gestion de cette nouvelle entité sera confiée à une filiale de MFB Lario. « Chaque partenaire, stipule encore la convention, apportera ses compétences à atteindre l'objectif fixé. »

#### Dernière réunion de concertation aujourd'hui

En signant cette convention de partenariat avec un gestionnaire à l'expérience confirmée, le collectif de salariés a conscience de marquer un point de plus dans sa lutte pour la sauvegarde de l'emploi et du tissu industriel. A l'heure même où une dernière réunion se tient entre les dirigeants de Fralib et les représentants du comité d'établissement, « nous démontrons ainsi que la solution pour le redémarrage existe », estime Gérard Cazorla, secrétaire du CE. Même si elle passe nécessaire-



Les salariés plus que jamais motivés pour imposer leur projet alternatif de reprise de l'activité.

ment par une coopération constructive avec le groupe Unilever.

La mise au point d'un compte d'exploitation prévisionnel et d'un plan de développement de dix ans peuvent contribuer à convaincre le géant de l'agroalimentaire de la viabilité de la construction établie par les deux partenaires. Mais le chemin est encore long pour contraindre Unilever à accepter ce qui est de sa responsabilité : collaborer avec la nouvelle entité pour assurer son démarrage progressif

harmonieux, notamment en fournissant les matières premières nécessaires à la reprise.

Le fait que Matignon n'ait pas encore répondu, alors que c'est la date limite aujourd'hui même, à la question de savoir si le gouvernement était favorable à la tenue ou non d'une table ronde, laisse « supposer que ses acointances avec Unilever sont beaucoup plus étroites qu'il n'y paraît », s'inquiète Gérard Cazorla.

GÉRARD LANUX

#### Quand Unilever cherche à « acheter » les maires

■ Pour faire avaler l'amère pilule de sa volonté de fermer le site de Gémenos, Unilever ne recule devant rien. Angel Ilovera, président de Fralib, s'est fendu d'un courrier adressé au maire communiste de La Penne-sur-Huveaune, Pierre Mingaud.

Dans cette lettre, datée du 23 février, le représentant du géant de l'agroalimentaire, après avoir rayé d'un trait de plume l'existence de l'usine de thé « pour des raisons de surcapacités de production d'Unilever en Europe », offre rien moins que ses bons et loyaux services pour contribuer à « la revitalisation du bassin d'emploi. Alors que le projet des syndicats est dans une impasse, un soutien direct au tissu économique et local est le moyen le plus efficace de créer concrètement au moins 182 emplois dans le bassin d'emploi en soutenant des projets portés par des entrepre-

neurs à la tête d'entreprises performantes ». Une aide à hauteur de 10 000 euros pour les emplois créés sous 6 mois est ainsi proposée aux amateurs. Et Unilever de se tenir à la disposition des maires « pour discuter dans le détail de ces projets potentiels ».

Pierre Mingaud a pour sa part exprimé « sa plus vive indignation » à la lecture de ce courrier... « Pour ma part, je fais remarquer que si l'on demande aux maires de revitaliser le bassin d'emploi, c'est que celui-ci a été dévitalisé. Et je répondrai à Unilever que la revitalisation passe avant tout par le maintien de l'emploi et du tissu industriel, ainsi que par le développement de l'activité existante. Le maire de La Penne-sur-Huveaune a, quant à lui, fait son choix, « celui de rester aux côtés des salariés de Fralib ».

#### A savoir

## 9,2

milliards de bénéfices nets : c'est la somme engrangée par le groupe Unilever depuis deux ans, c'est à dire depuis sa décision de fermeture du site de Gémenos. Un chiffre sans commune mesure avec les « dédommagements » des salariés prévus dans son PSE.

#### « Rapprocher les points de vue »

« Ma motivation première : ne pas voir le tissu industriel régional dépecé de la sorte et des ouvriers ainsi mis sur le carreau. » Bernard Ruspini, dirigeant de MFB Lario, confie avoir tenté de rapprocher des points de vue opposés.

« Ceux d'Unilever et ceux des salariés, dont les destins, tout au moins immédiats sont liés. J'ai ouvert des portes mais, jusqu'à aujourd'hui, Unilever n'a jamais voulu être constructif. Les dirigeants du groupe doivent avoir conscience que l'on ne peut pas démanteler une usine comme ça. »